

Belgium-Brussels: IT services: consulting, software development, Internet and support

OJ S 65/2017 01/04/2017

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: RTBF

Postal address: Boulevard A. Reyers 52

Town: Bruxelles

Postal code: 1044

Country: Belgium

Contact person: Service achats de la RTBF — boîte BRR024 — local 11M20

For the attention of: Muriel Dreessen, juriste marchés publics

E-mail: achats@rtbf.be

Telephone: +32 27374075

Fax: +32 27372630

Internet address(es):

General address of the contracting authority: www.rtbf.be/entreprise

Address of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=265279>

Electronic submission of tenders and requests to participate: <https://eten.publicprocurement.be/etendering/viewWorkspacesBasedOnExtUrl.do?wsName=RTBF-AOOE2017.032-F02&userType=SUPPLIER&language=fr>

Additional information can be obtained from:

Official name: RTBF

Postal address: Boulevard A. Reyers 52

Town: Bruxelles

Postal code: 1044

Country: Belgium

Contact person: Direction financière — boîte BRR024 — local 11M24

For the attention of: Muriel Dreessen

E-mail: mudr@rtbf.be, marchespublics@rtbf.be et psn@rtbf.be

Telephone: +32 27374075

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: RTBF

Postal address: Boulevard A. Reyers 52

Town: Bruxelles

Postal code: 1044

Country: Belgium

Contact person: Service achats de la RTBF — boîte BRR024 — local 11M20

For the attention of: Muriel Dreessen, juriste secteur marchés publics

E-mail: marchespublics@rtbf.be

Telephone: +32 27374075

Fax: +32 27372865

I.2. Type of the contracting authority

Other: Entreprise publique autonome à caractère culturel

I.3. Main activity

Other: Audiovisuel

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

RTBF — services de développement informatique — Big data — AOOE2017.032.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 7: Computer and related services

Main site or place of performance: Belgique.

NUTS code BE1 Région de Bruxelles-Capitale/Brussels Hoofdstedelijk Gewest

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le présent marché public a pour objet des services de développement informatique dans le domaine du big data, pour une durée de 1 année, renouvelable une fois pour une période de 6 mois.

II.1.6. CPV code(s)

72000000 IT services: consulting, software development, Internet and support

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le présent marché public a pour objet des services de développement informatique dans le domaine du big data, pour une durée de 1 année, renouvelable une fois pour une période de 6 mois.

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 1

In the case of renewable supplies or service contracts, estimated timeframe for subsequent contracts:

in months: 6 (from the award of the contract)

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 12 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

La constitution d'un cautionnement est requise dans le cadre de cette procédure d'appel d'offres ouvert. Il est renvoyé, pour le surplus, au cahier spécial des charges régissant le présent marché.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: 5.2.1. Condamnation pénale.

Le soumissionnaire ne peut se trouver, à quelque stade de la procédure, dans un des cas d'exclusion visés au paragraphe 1^{er} de l'article 61 de l'AR passation, à savoir faire l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour:

- participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du Code pénal,
- corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du code pénal,
- fraude au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17.2.2002,
- blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 5 de la loi du 11.1.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Moyen de preuve: le soumissionnaire et, le cas échéant, les entités dont il fait valoir la capacité, joignent à l'offre un extrait récent de casier judiciaire (moins de 6 mois, à compter de la date de la séance d'ouverture des offres) attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion susvisé.

5.2.2. Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Le soumissionnaire ne peut se trouver, à quelque stade de la procédure, dans le cas d'exclusion visés au paragraphe 1^{er}/1 de l'article 20 de la loi, à savoir avoir occupé, en tant qu'employeur, des ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de la loi du 11.2.2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Moyen de preuve: le soumissionnaire et, le cas échéant, les entités dont il fait valoir la capacité, joignent à l'offre un extrait récent de casier judiciaire (moins de 3 mois, à compter de la date ultime de remise des offres) attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion susvisés.

5.2.3. Faillite, liquidation, cessation d'activité, réorganisation judiciaire.

Le soumissionnaire ne peut se trouver, à quelque stade de la procédure, dans un des cas d'exclusion visés au paragraphe 2, alinéas 1° et 2° de l'article 61 de l'AR passation, à savoir l'état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ou l'aveu de faillite ou faire l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales.

Moyen de preuve:

— soumissionnaire belge: en application des articles 60, paragraphe 1, et 61, paragraphe 4 de l'AR passation, le soumissionnaire, par l'introduction de son offre, déclare implicitement sur l'honneur ne pas se trouver dans le cas d'exclusion susvisé. Le pouvoir adjudicateur dispense le soumissionnaire et de fournir les renseignements relatifs à sa situation. Une vérification sera opérée par la RTBF par consultation de la base de données de la Banque carrefour des entreprises (via DIGIFLOW),

— soumissionnaire étranger: le soumissionnaire joint à son offre un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

5.2.4. Paiement des cotisations sociales.

Le soumissionnaire ne peut se trouver, à quelque stade de la procédure, dans le cas d'exclusion visé au paragraphe 2, alinéa 5° de l'article 61 de l'AR passation, à savoir ne pas être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi.

Moyen de preuve:

— soumissionnaire employant du personnel assujetti à la loi du 27.6.1969 révisant l'arrêté-loi du 28.12.1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs: en application des articles 60, paragraphe 1, et 61, paragraphe 4 de l'AR passation, le soumissionnaire, par l'introduction de son offre, déclare implicitement sur l'honneur ne pas se trouver dans le cas d'exclusion susvisé. Le pouvoir adjudicateur dispense le soumissionnaire et de fournir les renseignements relatifs à sa situation. Une vérification sera opérée par la RTBF par consultation de la base de données de l'office national de la sécurité sociale (via DIGIFLOW),

— soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre régime de sécurité sociale: le soumissionnaire joint à son offre une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays concerné dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

5.2.5. Paiement des impôts et taxes.

Le soumissionnaire ne peut se trouver, à quelque stade de la procédure, dans le cas d'exclusion visé au paragraphe 2, alinéa 6° de l'article 61 de l'AR passation, à savoir ne pas être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi.

Moyen de preuve:

— soumissionnaire belge: en application des articles 60, paragraphe 1, et 61, paragraphe 4 de l'AR passation, le soumissionnaire, par l'introduction de son offre, déclare implicitement sur l'honneur ne pas se trouver dans le cas d'exclusion susvisé. Le pouvoir adjudicateur dispense le soumissionnaire et de fournir les renseignements relatifs à sa situation. Une vérification sera opérée par la RTBF par consultation de la base de données du SPF Finances (via DIGIFLOW),

— soumissionnaire étranger: le soumissionnaire joint à son offre une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays concerné dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

III.2.2. Economic and financial ability

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

1) La capacité des prestataires de services pouvant notamment être évaluée en vertu de leur savoir-faire, de leur efficacité, de leur expérience et de leur fiabilité, conformément à l'article 68, 1°, de l'AR passation, il est requis du soumissionnaire qu'il produise le CV très détaillé (noms, titres d'études et qualifications professionnelles ainsi que l'expérience, et le profil) de la personne qui sera réellement affectée à l'exécution des services concernés par le marché. Le soumissionnaire devra particulièrement mettre en évidence la pertinence de l'expérience antérieure de cette personne (et son adéquation aux spécificités de la mission).

2) Les expériences suivantes sont également requises:

— l'utilisation sur un (des) site(s) à forte audience d'au moins une des solutions d'A/B testing suivantes: AB Tasty ou Kameleoon,

— la mise en place sur un (des) site(s) à forte audience d'un dispositif de heartbeat.

— la connaissance d'au moins une des bases de données, solutions ou programmation suivantes:

— les bases de données n° SQL tel que MongoDB, redis,

— les solutions de stockage Cloud (exemples: AWS, Azure, BlueMix, OVH Cloud, Google Cloud, ...),

— la programmation python ou R.

Une expérience dans une entreprise de médias sera considérée un atout.

Enfin, la personne réellement affectée à la mission devra avoir une excellente connaissance du français — écrit et parlé — et une bonne connaissance (langue de travail) — écrit et parlé — de l'anglais.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1) Pour chaque niveau minimal requis ci-dessous, le soumissionnaire devra, en quelques lignes (une demi-page A4 maximum), expliquer en quoi la personne réellement affectée à la mission rencontre adéquatement les exigences énoncées:

— expérience prouvée des méthodologies agile et/ou SCRUM.

Niveau minimal requis: un an d'expérience dans l'une ou l'autre méthodologie.

— expérience de développement sur des sites internet à forte audience:

Niveau minimal requis: 2 ans d'expérience.

— expérience de développement en PHP et Javascript.

Niveau minimal requis: 5 ans d'expérience dans chacun des langages.

— expérience du système d'exploitation Linux (Redhat, Ubuntu).

Niveau minimal requis: un an d'expérience.

— expérience système de base de données relationnelles MariaDb ou MySql.

Niveau minimal requis: 2 ans d'expérience avec MariaDb ou MySql.

— expérience des langages de modélisation comme UML.

Niveau minimal requis: un an d'expérience.

— expérience de mise en place de trackers web (exemples: click log analytics, web analytics, event tracking).

Niveau minimal requis: 2 ans d'expérience.

— expérience dans l'implémentation d'api XML, JSON. (idéalement d'api faisant le lien avec des algorithmes de recommandation).

Niveau minimal requis: 2 ans d'expérience.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

RTBF-AOOE2017.032-F02

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 5.5.2017 - 16:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

9.5.2017 - 10:30

IV.3.5.

Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted
French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender
Duration in days: 90 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 9.5.2017 - 10:30

Place:

RTBF — local 11M20 — Boulevard A. Reyers 52 — 1044 Bruxelles — Belgique.

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: Toute personne représentant une entreprise ayant déposé offre endéans le délai imparti.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

1. Instructions pour obtenir le cahier spécial des charges.

— rechercher l'avis de marché publié, soit au bulletin des adjudications, soit au Journal officiel de l'union européenne (lorsqu'il a été publié au niveau européen),

— copier, au point I.1) de l'avis, rubrique «adresse du profil d'acheteur», l'adresse URL qui s'y trouve reprise (de type https://),

— coller cette adresse dans la barre d'outil de n'importe quel moteur de recherche internet,

— lancer la recherche. Vous pouvez alors télécharger l'ensemble des fichiers constituant le cahier spécial des charges.

2. Instructions en cas d'envoi de l'offre par des moyens électroniques.

Si l'offre est envoyée par des moyens électroniques, elle doit être envoyée via le site internet e-tendering <https://eten.publicprocurement.be>, qui garantit le respect des conditions établies par l'article 52 de l'AR passation du 15.7.2011.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

30.3.2017